

Art. 8. En vue de l'introduction des dossiers respectivement concernant les actes, tel que prévu dans la convention collective de travail n° 60 du Conseil national du Travail, ou concernant les demandes visant à obtenir une réduction des cotisations patronales O.N.S.S., le Ministre de l'Emploi et du Travail ou le Ministre des Affaires sociales pourra fixer des dispositions complémentaires concernant la procédure administrative.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Art. 10. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Art. 8. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid of de Minister van Sociale Zaken kan met het oog op het indienen van de dossiers respectievelijk betreffende de akten zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 60 van de Nationale Arbeidsraad of betreffende de aanvragen op een vermindering van de RSZ-werkgeversbijdragen, bijkomende maatregelen inzake de administratieve procedure vastleggen.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1995.

Art. 10. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1241

[C — 27197]

16 FEVRIER 1995. - Décret modifiant le Code forestier par des dispositions particulières à la Région wallonne en ce qui concerne la circulation du public dans les bois et forêts en général (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A la suite de l'article 184 de la loi du 18 décembre 1854 contenant le Code forestier, est inséré :

"TITRE XIV. - De la circulation dans les bois et forêts en général en Région wallonne
Section 1re. - Dispositions générales

Article 185. Au sens du présent titre, on entend par :

- piéton : toute personne qui circule à pied ainsi que toute personne à mobilité réduite circulant en fauteuil roulant et les cyclistes âgés de moins de 9 ans;
- sentier : voie publique étroite dont la largeur n'excède pas celle nécessaire à la circulation des piétons;
- chemin : voie publique plus large qu'un sentier et qui n'est pas aménagée pour la circulation des véhicules en général;
- route : voie publique dont l'assiette est aménagée pour la circulation des véhicules en général;
- aire : zone balisée et affectée à l'accueil des piétons, au stationnement momentané de véhicules, à l'exercice de certaines activités récréatives ou au bivouac;
- bivouac : campement temporaire en plein air;
- activité de gestion : toutes les opérations d'administration, d'exploitation ou de surveillance de nature sylvicole, agricole, cynégétique, piscicole ou de conservation de la nature;
- conservation de la nature : aux termes de l'article 1er de la loi sur la conservation de la nature, protection de la flore et de la faune, de leurs communautés et de leurs habitats, ainsi que du sol, du sous-sol, des eaux et de l'air.

Article 186. Le présent titre régit la circulation dans les bois et forêts soumis ou non au régime forestier, à l'exclusion :

1° des routes, autres que les routes de remembrement, qui permettent aisément le croisement de deux véhicules automobiles sur toute leur longueur;

2° des réserves naturelles et forestières, sauf en ce qui concerne les routes, chemins et sentiers ouverts à la circulation publique.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil 272 (1994-1995) N°s 1 à 27.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 7 février 1995. Discussion. — Vote.

Article 186bis. Le Gouvernement peut instituer une Commission consultative comprenant notamment les propriétaires, les utilisateurs, les associations de conservation de la nature, soit par commune, soit par massif forestier.

Le Gouvernement en fixe les modalités.

Article 187. Sauf motifs légitimes, il est interdit d'accomplir tout acte de nature à perturber la quiétude qui règne dans la forêt, à déranger le comportement des animaux sauvages ou à nuire aux interactions entre les êtres vivants, animaux et végétaux et leur environnement naturel.

Les infractions au présent article sont punies d'une amende de 5 à 200 francs.

Article 188. Le Gouvernement peut limiter ou interdire la circulation dans les bois et forêts dans un but de conservation de la nature, de chasse, de pêche, de tourisme et de gestion des bois et forêts. Il fixe les modalités de limitation et d'interdiction de la circulation.

Les infractions aux arrêtés d'exécution de cette disposition sont punies d'une amende de 26 à 100 francs.

Article 189. En ce qui concerne les activités de gestion, le Gouvernement peut déterminer, dans un but de conservation de la nature, les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et engins autorisés à circuler dans les bois et forêts hors des voies publiques ainsi que leurs conditions d'utilisation.

Les infractions aux arrêtés d'exécution de cette disposition sont punies d'une amende de 100 à 200 francs.

Section 2. - Dispositions particulières à certains modes de locomotion ou à certaines activités

Article 190. Les chiens et autres animaux de compagnie doivent être tenus en laisse.

Les infractions au présent article sont punies d'une amende de 5 à 25 francs.

Article 191. Le bivouac est interdit en dehors des aires prévues à cet effet sous peine d'une amende de 26 à 80 francs.

Article 192. Sauf motifs légitimes, l'accès des piétons est interdit en dehors des routes, chemins, sentiers ou aires balisées à cet effet.

Les infractions au présent article peuvent être punies d'une amende de 5 à 25 francs.

L'amende est portée de 100 à 200 francs à l'égard de l'organisateur d'une activité de groupe exercée en infraction au présent article.

Article 193. L'accès des cyclistes, skieurs et conducteurs d'animaux de trait, de charge ou de monture est interdit en dehors des routes, chemins ou aires balisées à cet effet.

L'accès des cyclistes, skieurs et conducteurs d'animaux de trait, de charge ou de monture aux sentiers et aux aires non visées à l'alinéa 1er peut être autorisé par le Gouvernement aux conditions qu'il détermine, pour des raisons médicales, pédagogiques, scientifiques, culturelles et de protection de la nature ou pour permettre l'accès aux propriétés privées.

Les infractions au présent article sont punies d'une amende de 26 à 100 francs.

L'amende est portée de 200 à 300 francs à l'égard de l'organisateur d'une activité de groupe exercée en infraction au présent article.

Article 194. L'accès des véhicules à moteur est interdit en dehors des routes ou des aires balisées à cet effet.

L'accès des véhicules à moteur aux chemins, sentiers et aires non visées à l'alinéa 1er peut être autorisé par le Gouvernement aux conditions qu'il détermine pour des raisons médicales, pédagogiques, scientifiques, culturelles et de protection de la nature ou pour permettre l'accès aux propriétés privées.

Les infractions au présent article sont punies d'une amende de 50 à 200 francs.

L'amende est portée de 500 à 5 000 francs à l'égard de l'organisateur d'une activité de groupe exercée en infraction au présent article.

Article 195. Les articles 190 à 194 ne s'appliquent pas au propriétaire, à ses ayants droit et aux personnes autorisées à exercer une activité de gestion.

Dans les bois et forêts dont le propriétaire est une commune ou un établissement public, les exonérations aux articles 193 et 194 ne peuvent être accordées qu'après approbation par la députation permanente du conseil provincial, l'Administration forestière entendue.

Dans les bois et forêts dont le propriétaire est une province, les exonérations aux articles 193 et 194 ne peuvent être accordées qu'après approbation par le Gouvernement wallon, l'Administration forestière entendue.

Section 3. - Dispositions particulières au balisage

Article 196. Le Gouvernement définit les modalités de balisage des routes, chemins, sentiers et aires dans les bois et forêts.

Article 197. Le balisage permanent ou temporaire d'un sentier permettant la circulation des usagers visés à l'article 193 est soumis à autorisation.

Le balisage d'un chemin ou d'un sentier permettant la circulation des usagers visés à l'article 194 est soumis à autorisation. Excepté pour des raisons utilitaires, celle-ci ne peut être délivrée qu'à titre temporaire.

La désignation à titre permanent ou temporaire d'une aire est soumise à autorisation.

Le Gouvernement définit les procédures d'autorisation et détermine l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation.

Article 198. Les autorisations visées à l'article 197 peuvent être assorties de conditions particulières. Elles sont susceptibles d'être retirées à tout moment par l'autorité compétente ou le propriétaire.

Article 199. Celui qui place ou maintient sans autorisation des balises, les détruit ou les détériore volontairement de quelque façon que ce soit est puni d'une amende de 50 francs."

Art. 2. Les mots "cycles ou skis" sont ajoutés entre les mots "cyclomoteurs" et "du délinquant" dans l'article 122 du Code forestier tel qu'ajouté à ce Code par l'article 1er du décret du 26 novembre 1987.

Art. 3. § 1er. Les articles 165, 166 et 170 du Code forestier sont abrogés dès l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. L'article 169 du Code forestier est complété par le point suivant :

"5° Pour les infractions prévues au titre XIV lorsque l'auteur est porteur d'un outil de coupe, d'extraction ou d'une arme ou lorsque l'infraction est perpétrée entre le 1er mars et le 30 juin."

Art. 4. Le titre XIV "Des subventions de la Région wallonne" devient le titre XV du Code forestier.

L'article 185 devient l'article 200 du même Code.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1996.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 février 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 1241

[C — 27197]

16. FEBRUAR 1995. - Dekret zur Abänderung des Forstgesetzbuches durch auf die Wallonische Region anwendbare Sonderbestimmungen bezüglich des Verkehrs der Bevölkerung in Wäldern und Forsten im Allgemeinen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1. Im Anschluß an Artikel 184 des Gesetzes vom 18. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, werden folgende Bestimmungen eingefügt:

"TITEL XIV. — Über den Verkehr in den Wäldern und Forsten der Wallonischen Region

Abschnitt 1. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 185. Im Sinne des vorliegenden Titels gelten folgende Begriffe:

- Fußgänger: jede Person die sich zu Fuß fortbewegt sowie jede Person mit eingeschränkter Bewegungsfähigkeit, die sich mit einem Rollstuhl fortbewegt und Radfahrer, die das Alter von neun Jahren noch nicht erreicht haben;
- Pfad: schmale öffentliche Straße, deren Breite nicht jene überschreitet, die für den Verkehr der Fußgänger notwendig ist;
- Weg: öffentliche Straße, die breiter als ein Pfad ist und die nicht für den Verkehr von Fahrzeugen im allgemeinen angelegt wurde;
- Straße: öffentliche Straße, deren Fläche für den Verkehr von Fahrzeugen im allgemeinen angelegt wurde;
- Rastplatz: abgegrenzte Fläche, die für den Empfang von Fußgängern, für das zeitweilige Abstellen von Fahrzeugen, für die Ausübung bestimmter Freizeitaktivitäten oder das Zelten angelegt wurde;
- Zelten: zeitweiliger Aufenthalt in einem Zelt im Freien;
- Verwaltungsaktivitäten: alle Tätigkeiten der Verwaltung, Bewirtschaftung oder Überwachung der forstwirtschaftlichen, landwirtschaftlichen, weidmännischen, fischwirtschaftlichen Natur oder des Naturerhaltunges;
- Naturerhaltung: gemäß Artikel 1 des Gesetzes über die Naturerhaltung, der Schutz der Flora und der Fauna, ihrer Gemeinschaften und ihrer Bewohner, sowie der Schutz des Bodens, des Untergrunds, der Gewässer und der Luft.

Artikel 186. Durch den vorliegenden Titel wird der Verkehr in den Wäldern und Forsten geregelt, die dem Forstgesetzbuch unterliegen oder nicht, mit Ausnahme:

1° der Straßen, ausgenommen der Flurbereinigungsstraßen, die auf ihrer gesamten Länge das problemlose Kreuzen von zwei Automobilen zulassen;

2° der Natur- und Forstschutzgebiete, mit Ausnahme der für den öffentlichen Verkehr zugelassenen Straßen, Wege und Pfade.

(1) Sitzung 1994-1995

Dokumente des Rates 272 (1994-1995) Nrn. 1 bis 27.

Ausführliches Sitzungsprotokoll — öffentliche Sitzung vom 7. Februar 1995. Diskussion — Abstimmung.

Artikel 186bis. Die Regierung ist berechtigt, einen beratenden Ausschuss einzurichten, in dem u.a. die Besitzer, die Nutzer und die Naturerhaltungsvereinigungen, entweder pro Gemeinde oder pro Waldgebiet, vertreten sind.

Die Regierung bestimmt ebenfalls dessen Durchführungsbestimmungen.

Artikel 187. Vorbehaltlich rechtmäßiger Gründe ist es verboten, jegliche Handlung durchzuführen, die Gefahr läuft, die im Wald herrschende Ruhe und das Verhalten des Wildes zu stören oder den Wechselbeziehungen zwischen der Tier- und Pflanzenwelt und ihrem natürlichen Lebensraum zu schaden.

Verstöße gegen den vorliegenden Artikel werden mit einem Bußgeld zwischen 5 und 200 BEF belegt.

Artikel 188. Die Regierung ist berechtigt, aus Gründen der Naturerhaltung, der Jagd, der Fischerei, des Tourismus und der Verwaltung der Wälder und Forste, den Verkehr in Wäldern und Forsten einzuschränken oder zu untersagen. Sie bestimmt ebenfalls die Durchführungsbestimmungen der Einschränkung oder des Verbots des Verkehrs.

Verstöße gegen die Ausführungserlasse der vorliegenden Bestimmung werden mit einem Bußgeld zwischen 26 und 100 BEF belegt.

Artikel 189. Die Regierung ist berechtigt, für den Bereich der Verwaltungsaktivitäten aus Gründen der Naturerhaltung die technischen Bedingungen sowie die Gebrauchsbedingungen festzulegen für die Automobile und Fahrzeuge, deren Verkehr in den Wäldern und Forsten abseits der öffentlichen Straßen erlaubt ist.

Verstöße gegen die Ausführungserlasse der vorliegenden Bestimmung werden mit einem Bußgeld zwischen 100 und 200 BEF belegt.

Abschnitt 2 – Sonderbestimmungen für bestimmte Arten der Fortbewegung und bestimmte Aktivitäten

Artikel 190. Hunde und andere Haustiere sind an der Leine zu führen. Verstöße gegen den vorliegenden Artikel werden mit einem Bußgeld zwischen 5 und 25 BEF belegt.

Artikel 191. Das Zelten außerhalb der zu diesem Zweck vorgesehenen Rastplätze ist untersagt, unter Strafdrohung eines Bußgeldes zwischen 26 und 50 BEF.

Artikel 192. Vorbehaltlich rechtmäßiger Gründe ist der Zugang für Fußgänger außerhalb der zu diesem Zweck abgegrenzten Straßen, Wege, Pfade und Rastplätze untersagt.

Verstöße gegen den vorliegenden Artikel können mit einem Bußgeld zwischen 5 und 25 BEF belegt werden.

Dieses Bußgeld wird für den Organisator einer gegen den vorliegenden Artikel verstoßenden Gruppenaktivität auf 100 bis 200 BEF erhöht.

Artikel 193. Der Zugang von Radfahrern, Skiläufern und Führern von Zug-, Last-, oder Reittieren ist außerhalb der zu diesem Zweck abgegrenzten Straßen, Wege, Pfade und Rastplätze untersagt.

Der Zugang von Radfahrern, Skiläufern und Führern von Zug-, Last-, oder Reittieren zu den nicht in Absatz 1 angeführten Pfaden und Rastplätzen kann von der Regierung unter den von ihr festgelegten Bedingungen aus medizinischen, pädagogischen, wissenschaftlichen, kulturellen und umweltschutzbezogenen Gründen, oder um den Zugang zu privaten Eigentümern zu ermöglichen, erlaubt werden.

Verstöße gegen den vorliegenden Artikel werden mit einem Bußgeld zwischen 26 bis 100 BEF belegt.

Dieses Bußgeld wird für den Organisator einer gegen den vorliegenden Artikel verstoßenden Gruppenaktivität auf 200 bis 300 BEF erhöht.

Artikel 194. Der Zugang von motorisierten Fahrzeugen ist außerhalb der zu diesem Zweck abgegrenzten Straßen und Rastplätze untersagt.

Der Zugang von motorisierten Fahrzeugen zu den nicht in Absatz 1 angeführten Wegen, Pfaden und Rastplätzen kann von der Regierung unter den von ihr festgelegten Bedingungen aus medizinischen, pädagogischen, wissenschaftlichen, kulturellen und umweltschutzbezogenen Gründen, oder um den Zugang zu privaten Eigentümern zu ermöglichen, erlaubt werden.

Verstöße gegen den vorliegenden Artikel werden mit einem Bußgeld zwischen 50 bis 200 BEF belegt.

Dieses Bußgeld wird für den Organisator einer gegen den vorliegenden Artikel verstoßenden Gruppenaktivität auf 500 bis 5 000 BEF erhöht.

Artikel 195. Die Artikel 190 bis 194 sind nicht anwendbar auf den Eigentümer, seine Bezugsberechtigten und auf die Personen, die befugt sind, eine Verwaltungstätigkeit auszuüben.

In den Wäldern und Forsten, deren Besitzer eine Gemeinde oder eine öffentliche Einrichtung ist, können Abweichungen von den Artikeln 193 und 194 nur nach Zustimmung des ständigen Ausschusses des Provinzialrates und nachdem diese die Forstverwaltung angehört hat, gewährt werden.

In den Wäldern und Forsten, deren Besitzer eine Provinz ist, können Abweichungen von den Artikeln 193 und 194 nur nach Zustimmung der Wallonischen Regierung und nachdem diese die Forstverwaltung angehört hat, gewährt werden.

Abschnitt 3 – Sonderbestimmungen für die Abgrenzung

Artikel 196. Die Regierung legt die Art und Weise der Durchführung der Abgrenzung von Straßen, Wegen, Pfaden und Rastplätzen in den Wäldern und Forsten fest.

Artikel 197. Die ständige oder zeitweilige Abgrenzung eines Pfades, um den Verkehr der in Artikel 193 angeführten Benutzer zu ermöglichen, ist erlaubnispflichtig.

Die Abgrenzung eines Weges oder eines Pfades, um den Verkehr der in Artikel 194 angeführten Benutzer zu ermöglichen, ist erlaubnispflichtig. Ausgenommen aus Nutzungsgründen kann diese Erlaubnis nur zeitweilig gewährt werden.

Die ständige oder zeitweilige Bestimmung eines Rastplatzes ist erlaubnispflichtig.

Die Regierung legt das Verfahren für die Erteilung einer Erlaubnis fest und bestimmt die für die Erteilung dieser Erlaubnis zuständige Behörde.

Artikel 198. Die in Artikel 197 angeführten Erlaubnisse können mit Sonderbedingungen verbunden sein. Sie können jederzeit durch die zuständige Behörde oder den Besitzer entzogen werden.

Artikel 199. Jegliche Person, die unerlaubt Abgrenzungen errichtet oder aufrechterhält, oder sie auf jegliche Art und Weise mutwillig zerstört oder beschädigt, wird mit einem Bußgeld von 50 BEF bestraft.

Art. 2. In Artikel 122 des Forstgesetzbuches, der diesem Gesetzbuch durch Artikel 1 des Dekrets vom 26. November 1987 beigefügt wurde, werden zwischen die Begriffe "Kraftfahräder" und "des Straffälligen" die Begriffe "Fahräder oder Ski" eingefügt.

Art. 3, § 1. Die Artikel 165, 166 und 170 des Forstgesetzbuches werden mit dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets aufgehoben.

§ 2. Artikel 169 des Forstgesetzbuches wird durch folgende Bestimmung vervollständigt:

"5° Für die in Titel XIV vorgesehenen Verstöße, wenn der Täter ein Schneid- oder Extraktionswerkzeug oder eine Waffe bei sich trägt oder wenn der Verstoß zwischen dem 1. März und dem 30. Juni durchgeführt wird."

Art. 4. Aus Titel XIV "Subventionen der Wallonischen Region" wird Titel XV des Forstgesetzbuches und aus Artikel 155 wird Artikel 200 dieses Gesetzbuches.

Art. 5. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 1996 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Februar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 1241

[C — 27197]

16 FEBRUARI 1995. - Decreet houdende wijziging van het Boswetboek met aan het Waalse Gewest eigen bepalingen i.v.m. het openbaar verkeer in bossen en wouden in het algemeen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Na artikel 184 van de wet van 18 december 1854 houdende het Boswetboek, worden de volgende artikelen ingevoegd :

"TITEL XIV. — Verkeer in de bossen en wouden van het Waalse Gewest in het algemeen

Sectie I. — Algemene bepalingen

Artikel 185. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

- voetganger : iedere persoon die zich te voet verplaatst, iedere persoon met beperkte beweeglijkheid die zich in een rolstoel verplaatst en wielrijders van minder dan 9 jaar oud;
- pad : smalle openbare weg waarvan de breedte de voor het voetgangersverkeer nodige breedte niet overschrijdt;
- weg : openbare weg die breder is dan een pad en die niet bestemd is voor het verkeer van voertuigen in het algemeen;
- baan : openbare weg waarvan de ondergrond aangelegd is voor het verkeer van voertuigen in het algemeen;
- plaats : afgebakend gebied bestemd voor de ontvangst van voetgangers, het tijdelijk parkeren van voertuigen, de uitoefening van sommige ontspanningsactiviteiten en het bivak;
- bivak : het tijdelijk kamperen in de open lucht;
- beheersactiviteiten : alle bestuurs-, exploitatie- of toezichtsverrichtingen i.v.m. bosbouw, landbouw, jacht, vissery of natuurbehoud;
- natuurbehoud : in de zin van artikel 1 van de wet op het natuurbehoud, de bescherming van de flora en de fauna, van gemeenschappen en groeiplaatsen, evenals van de grond, de ondergrond, het water en de lucht.

(1) Zitting 1994-1995.

Stukken van de Reeks 272 (1994-1995) Nrs. 1 tot 27.

Wettelijk verslag. — Openbare vergadering van 7 februari 1995. Bespreking - Stemming.

Artikel 186. Deze titel reglementeert het verkeer in de al dan niet aan de bosregeling onderworpen bossen en wouden, met uitzondering van :

1° andere wegen dan de ruilverkavelingswegen, waarop twee motorvoertuigen over hun gehele lengte gemakkelijk naast elkaar voorbij kunnen;

2° de natuur- en bosreservaten, behalve wat de voor het publiek toegankelijke banen, wegen en paden betreft.

Artikel 186bis. De Regering kan, hetzij per gemeente, hetzij per bosgroepering, een adviescommissie instellen die met name bestaat uit de eigenaars, de gebruikers en de verenigingen voor natuurbehoud.

De Regering bepaalt de wijze van instelling van de adviescommissie.

Artikel 187. Behalve wettige redenen is elke verrichting verboden die de rust in het woud stoort, het gedrag van de wilde dieren in de war brengt of de interacties tussen levende wezens, dieren en planten en hun natuurlijk milieu schade berokkent.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 5 tot 200 F.

Artikel 188. De Regering kan, volgens de door haar bepaalde modaliteiten, het verkeer in bossen en wouden beperken of verbieden om redenen van natuurbehoud, jacht, visserij, toerisme en bos- en woudbeheer.

Overtredingen van de uitvoeringsbesluiten van deze bepaling worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 F.

Artikel 189. Wat de beheersactiviteiten betreft, kan de Regering, om redenen van natuurbehoud, de technische voorwaarden vaststellen die auto's en werktuigen moeten vervullen om in bossen en wouden buiten de openbare wegen te mogen rijden, alsook de voorwaarden voor het gebruik ervan.

Overtredingen van de uitvoeringsbesluiten van deze bepaling worden gestraft met een geldboete van 100 tot 200 F.

Sectie 2 - Bijzondere bepalingen voor sommige vervoerwijzen of activiteiten

Artikel 190. Honden en andere gezelschapsdieren moeten aan de lijn gehouden worden.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 5 tot 25 F.

Artikel 191. Het bivak is verboden buiten de daarvoor bestemde plaatsen.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 26 tot 50 F.

Artikel 192. Behalve wettige redenen is de toegang voor voetgangers verboden buiten de banen, wegen, paden of de daartoe afgebakende plaatsen.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 5 tot 25 F.

De geldboete wordt van 100 tot 200 F verhoogd voor de organisator van een groepsactiviteit uitgeoefend in overtreding van dit artikel.

Artikel 193. De toegang voor wielrenners, skiërs en hoeders van trek-, last- of rijdieren is verboden buiten de banen, wegen, paden of de daartoe afgebakende plaatsen.

Onder de door haar bepaalde voorwaarden kan de Regering wielrenners, skiërs en hoeders van trek-, last- of rijdieren, toegang verlenen tot de paden en plaatsen die niet in het eerste lid vermeld zijn. Ze kan zulks doen om medische, pedagogische, wetenschappelijke, kulturele redenen, omwille van natuurbescherming of om toegang tot privé-eigendommen te verlenen.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 F.

De geldboete wordt van 200 tot 300 F verhoogd voor de organisator van een groepsactiviteit uitgeoefend in overtreding van dit artikel.

Artikel 194. De toegang voor motorvoertuigen is verboden buiten de banen of de daartoe afgebakende plaatsen.

Onder de door haar bepaalde voorwaarden kan de Regering motorvoertuigen toegang verlenen tot de wegen, paden en plaatsen die niet in het eerste lid vermeld zijn. Ze kan zulks doen om medische, pedagogische, wetenschappelijke, kulturele redenen, omwille van natuurbescherming of om toegang tot privé-eigendommen te verlenen.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 50 tot 200 F.

De geldboete wordt van 500 tot 5000 F verhoogd voor de organisator van een groepsactiviteit uitgeoefend in overtreding van dit artikel.

Artikel 195. De artikelen 190 tot 194 zijn niet van toepassing op de eigenaar, op zijn rechthebbenden en op personen die een beheersactiviteit mogen uitoefenen.

In de bossen en wouden waarvan de eigenaar een gemeente of een openbare instelling is, mogen de in de artikelen 193 en 194 bedoelde vrijstellingen pas na goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad verleend worden, het Bosbestuur gehoord.

In de bossen en wouden waarvan de eigenaar een provincie is, mogen de in de artikelen 193 en 194 bedoelde vrijstellingen pas na goedkeuring van de Waalse Regering verleend worden, het Bosbestuur gehoord.

Sectie 3 - Bijzondere bepalingen voor de bebakening

Artikel 196. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de bebakening van banen, wegen, paden en plaatsen in bossen en wouden.

Artikel 197. De voortdurende of tijdelijke bebakening van een pad waarop het verkeer van de in artikel 193 bedoelde gebruikers is toegelaten, is aan een machtiging onderworpen.

De bebakening van een weg of een pad waarop het verkeer van de in artikel 194 bedoelde gebruikers is toegelaten, is aan een machtiging onderworpen. Behalve om gebruiksredenen mag de machtiging slechts tijdelijk worden afgegeven.

De permanente of tijdelijke aanduiding van een plaats is aan een machtiging onderworpen.

De Regering bepaalt de machtigingsprocedures en wijst de bevoegde overheid aan die de machtiging moet verlenen.

Artikel 198. De in artikel 197 bedoelde machtigingen kunnen van bijzondere voorwaarden voorzien worden. Ze kunnen ieder ogenblik door de bevoegde overheid of de eigenaar ingetrokken worden.

Artikel 199. Degene die zonder machtiging bakens plaatst of handhaaft, die ze op de één of ander manier opzettelijk vernielt of beschadigt, wordt gestraft met een geldboete van 50 F."

Art. 2. In artikel 122 van het Boswetboek, gewijzigd bij artikel 1 van het decreet van 26 november 1987, worden de woorden "rijwielen of ski's" tussen de woorden "bromfietsen" en "van de schuldige" ingevoegd.

Art. 3. § 1. De artikelen 165, 166 en 170 van het Boswetboek worden opgeheven vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. Artikel 169 van het Boswetboek wordt met het volgende punt aangevuld :

"5° Voor de in titel XIV bedoelde overtredingen, als de overtreder een kap- of uitdelingswerktuig of een wapen bij zich heeft, of als de overtreding tussen 1 maart en 30 juni wordt begaan."

Art. 4. Titel XIV "Toelagen van het Waalse Gewest" wordt Titel XV van het Boswetboek.

Artikel 185 wordt artikel 200 van hetzelfde Wetboek.

Art. 5. Dit decreet wordt van kracht op 1 januari 1996.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 februari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 — 1242

[C — 27204]

**23 MARS 1995. — Décret portant assentiment du Protocole au Traité de l'Antarctique
relatif à la protection de l'environnement, de ses Appendice et Annexes I, II, III, IV et V,
faits à Madrid le 4 octobre 1991 (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Le Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, son Appendice et ses Annexes I, II, III, IV et V, faits à Madrid le 4 octobre 1991, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

(1) Session 1994-1995

Document du Conseil, 320 (1994-1995) N° 1. — Rapport oral.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 10 mars 1995. — Discussion - Vote.